

CDESR (2007) 3  
Orig. angl.  
Strasbourg, 18 juillet 2007

**Comité directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche  
(CDESR)  
6<sup>e</sup> session plénière  
Strasbourg, 20 - 21 septembre 2007  
Salle 5**

# **L'UNIVERSITÉ ENTRE HUMANISME ET MARCHÉ**

Direction générale IV : Education, culture et patrimoine, jeunesse et sport  
(Direction de l'éducation scolaire, extrascolaire et de l'enseignement supérieur/Division de  
l'enseignement supérieur et de la recherche)

## **POINT 6**

**ACTION**

La séance plénière est invitée à prendre note du programme de la première conférence, qui aura lieu les 20 et 21 novembre 2007, et à donner un avis au Bureau et au Secrétariat quant à la suite du projet.

## CONTEXTE

Lors de sa séance plénière 2006, le CDESR a approuvé la proposition relative à un nouveau projet intitulé « L'université entre humanisme et marché : vers une redéfinition de ses valeurs et fonctions pour le XXI<sup>e</sup> siècle ». La somme allouée à ce projet sur le budget 2007 est de 44 600 euros, c'est-à-dire légèrement moins que ce qui avait été proposé. Néanmoins, cela ne devrait pas porter à conséquence pour la première année du projet. Au cours de ses réunions des 7 et 8 février et des 30 et 31 mai 2007, le Bureau du CDESR a mené une discussion approfondie sur le projet, dans l'objectif, notamment, de réexaminer la structure de ce dernier et d'en redéfinir le calendrier. Le Bureau a également décidé qu'il superviserait directement le programme en faisant appel à des experts, le cas échéant, et a fixé la première conférence sur le nouveau projet aux 20 et 21 novembre 2007.

Le présent document a pour objectif de décrire le programme tel qu'il est défini actuellement, après la discussion du Bureau. Il s'appuie sur deux textes antérieurs :

- CDESR (2006) 9 du 15 août 2006, qui a été soumis à la plénière 2006 du CDESR et présente la proposition de projet dans son intégralité ;
- CDESR-BU (2007) 2 du 10 janvier 2007, qui a été soumis au Bureau du CDESR en février 2007 et propose une révision du déroulement et du calendrier des différents éléments du projet.

Ces deux documents étant très détaillés, nous n'entendons pas ici reprendre les mêmes informations, ni décrire entièrement le projet. Notre objectif est plutôt de présenter une synthèse du modèle révisé de projet que le Bureau a examiné.

## UN PROJET EN TROIS PHASES

Comme dans les versions provisoires précédentes, il est prévu que le projet se déroule en trois phases. Toutefois, le profil de ces trois phases et la façon dont elles sont reliées ont été modifiés, notamment afin de répondre aux trois questions clés suivantes :

- (1) Quels sont les grands défis auxquels ont à faire face l'enseignement supérieur et, plus généralement, les sociétés modernes ?
- (2) Quel type d'enseignement supérieur permettrait de relever ces défis ?
- (3) Comment organiser cet enseignement supérieur ?

Dans le présent document, nous tenterons de définir chacune de ces questions de manière plus précise. Toutefois, nous ne prétendons nullement être exhaustifs – ni dans la définition des questions, ni dans la recherche de réponses – car nous risquerions alors d'empiéter sur le contenu même du projet. C'est pourquoi les descriptions de la deuxième phase (et surtout de la troisième) sont relativement succinctes.

## Les défis

C'est un truisme que d'affirmer que les sociétés modernes sont complexes et qu'elles sont en constante évolution, de même que de dire que l'éducation est un facteur clé pour la réussite *des* sociétés modernes (aucune société ne pouvant réussir si ses citoyens ne sont pas instruits) et pour la réussite *dans* les sociétés modernes (aucun citoyen ne pouvant vraiment réussir s'il n'est pas instruit). Mais il convient tout de même de rappeler ces vérités, si évidentes soient-elles, car elles constituent un point de départ utile pour notre réflexion.

Les sociétés modernes se caractérisent par les technologies de pointe, par de hauts niveaux de performance et par les importantes possibilités qu'elles offrent à la plupart de leurs citoyens en termes d'épanouissement personnel, de richesse matérielle, de mobilité et de contrôle sur leur vie. Il y a vingt-cinq ans, cinquante ans, voire cent ans, si l'on avait demandé aux citoyens de décrire la société, et notamment leurs attentes pour l'avenir, il est fort probable que c'est à ces possibilités qu'ils auraient fait spontanément référence. Aujourd'hui, cependant, s'ils ont une grande conscience des possibilités dont ils disposent, ils sont également bien informés des lourdes menaces qui pèsent sur l'environnement, sur leur bien-être matériel, leur sécurité personnelle et celle de la société, sur la cohésion sociale, les valeurs, les convictions, les croyances, et, surtout, sur le *statu quo*. Rares sont les personnes qui décriraient l'évolution de leurs sociétés comme une amélioration continue, linéaire ; certaines ne manquent pas de souligner ce qu'elles perçoivent comme des tendances négatives. La majorité, cependant, a un point de vue qui peut être qualifié de « prudemment optimiste » ou de « prudemment pessimiste », selon les cas. En d'autres termes, la plupart des citoyens ont conscience des possibilités autant que des menaces, et, bien qu'ils mettent l'accent davantage sur l'un ou sur l'autre, ils cherchent à trouver une sorte d'équilibre entre les deux.

Le présent document n'entend pas dresser une liste complète des défis auxquels sera confrontée notre société au cours des prochaines décennies ; toutefois, il est difficile de ne pas mentionner les problèmes suivants.

La durabilité de nos sociétés est en question. En ce qui concerne l'environnement, c'est le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC)<sup>1</sup> qui a tiré la sonnette d'alarme, notamment par le biais de son dernier rapport, présenté au début de l'année 2007. Le documentaire d'Al Gore, intitulé *Une vérité qui dérange*, a également attiré l'attention du grand public sur ce point. Au cours des dix dernières années environ, un consensus s'est développé autour de l'idée que le changement climatique constituait une véritable menace, qu'il était au moins en partie lié à l'activité de l'homme, et qu'il était encore temps d'inverser la tendance si nos sociétés prenaient des mesures décisives. Toutefois, cette prise de mesures suppose une capacité non seulement à effectuer des choix difficiles et à comparer des bénéfices à long terme par rapport à des sacrifices à court terme, mais aussi à analyser des données très complexes, à intervenir dans des questions ardues en s'appuyant sur l'avis d'experts ou sur des informations souvent incomplètes, et à

---

<sup>1</sup> <http://www.ipcc.ch/>

évaluer les avantages dans un domaine donné par rapport aux inconvénients dans un autre domaine.

Cependant, la durabilité ne concerne pas seulement l'environnement : les sociétés doivent également être durables sur le plan économique, social, politique et culturel, et ce, simultanément. Ainsi, une société qui serait durable sur le plan environnemental et, globalement, sur le plan économique, mais pas sur celui de la cohésion sociale en raison d'inégalités manifestes dans la répartition des chances et des richesses, ne serait pas durable à long terme. De même, une société peut être durable sur le plan environnemental, mais pas sur les plans économique ou social, et vice versa. Elle peut encore être durable sur tous ces plans à la fois, mais pas politiquement ou culturellement parlant. Dans tous les cas, il est peu probable que de telles sociétés parviennent à une durabilité générale. Ces divers aspects de la durabilité ne font que souligner davantage le fait que les sociétés et leurs membres doivent pouvoir faire face à des situations et à des choix très complexes. En effet, les questions auxquelles nous avons à faire face présentent rarement un lien direct de cause à effet.

Alors que les générations précédentes rencontraient souvent des limites d'ordre technologique, les limites actuelles sont généralement d'une autre nature. En effet, le progrès nous permet d'effectuer des actions qui sont technologiquement réalisables mais qui peuvent soulever de sérieuses questions éthiques ou qui s'avèrent trop coûteuses en termes économiques, environnementaux ou sociaux. A cet égard, il peut être utile de rappeler que pour évaluer le coût d'une possibilité donnée, il convient de prendre en compte non seulement l'aspect purement économique (« disposons-nous des fonds nécessaires ? »), mais aussi des questions de priorité et d'utilité relative (« est-il plus important d'investir nos fonds dans telle action plutôt que dans telle autre ? ») ainsi que l'impact non économique de l'action en question (« il peut être plus avantageux, économiquement parlant, d'investir dans une nouvelle usine dans la ville A, mais cette action est-elle défendable sur le plan écologique ? »). Ce type de réflexion, qui demande une capacité à évaluer des arguments complexes et à prendre des décisions après un examen général des avantages et des inconvénients de l'action proposée, exige d'être mené par des responsables politiques, des acteurs économiques et des électeurs qui ne possèdent pas simplement une solide formation dans une discipline spécifique, mais une bonne éducation, au sens premier et holistique du terme.

Ainsi, au cours de la première phase du projet, nous tenterons de répondre à des questions telles que :

- Quels sont les défis auxquels ont à faire face les sociétés modernes et les individus pour assurer la durabilité sociétale ?
- Dans quelle mesure l'enseignement supérieur contribue-t-il à la durabilité de la société ? Quelle forme cette contribution devrait-elle prendre ?
- Quels types de défis se posent à l'enseignement supérieur dans les sociétés modernes ? Comment y fait-il face ?
- Quels sont les types de connaissances/valeurs nécessaires pour permettre aux citoyens d'agir aux niveaux individuel et sociétal dans les sociétés modernes ?

- Comment l'enseignement supérieur devrait-il organiser la transmission de ces formes de connaissances ?

### **De quelle éducation avons-nous besoin ?**

Pour tenter de définir, dans la deuxième phase du projet, le type d'enseignement supérieur dont nous avons besoin, nous pourrions partir de l'hypothèse formulée par le sociologue chilien Eugenio Tironi, qui soutient que pour répondre à cette question, nous devons d'abord nous interroger sur le type de société que nous désirons<sup>2</sup>.

En d'autres termes, dans nos réponses aux défis qui seront définis dans la première phase du projet, nous devons également évaluer nos valeurs et nos priorités, ce qui impliquera des choix complexes et souvent difficiles. En effet, les options considérées comme souhaitables ne seront pas forcément toutes réalisables, et vice versa. Par ailleurs, ceci souligne le fait que la définition du type d'enseignement supérieur dont nous aurons besoin à l'avenir ne se résume pas à la simple identification des tendances et des évolutions auxquelles l'enseignement supérieur doit répondre ; il faut également définir la manière dont l'enseignement supérieur peut influencer nos sociétés, afin d'aider ces dernières à tendre vers le type de société que nous souhaitons pour nos enfants.

Encore une fois, pour définir le type d'éducation dont nous aurons besoin, il ne suffit pas d'identifier le facteur le plus important pour le développement de nos sociétés, puis d'orienter notre système éducatif vers cet objectif. En effet, il ne s'agit pas de désigner un unique facteur, tel que la réussite économique, la cohésion sociale, le développement durable ou la participation démocratique, car l'éducation dont nous avons besoin doit englober tous ces éléments à la fois, ainsi que de nombreux autres facteurs, et ce de façon équilibrée. En résumé, elle doit couvrir les quatre finalités fondamentales identifiées dans les travaux du Conseil de l'Europe sur la responsabilité publique en matière d'enseignement supérieur et de recherche, à savoir :

- la préparation à l'entrée sur le marché du travail ;
- la préparation à la vie en tant que citoyens actifs dans une société démocratique ;
- le développement personnel ;
- l'élaboration et la tenue à jour d'une base de connaissances de pointe dans une vaste gamme de disciplines universitaires<sup>3</sup>.

Ceci signifie également que la réponse à la question qui nous occupe ne consiste pas seulement à définir un ensemble de spécialités (en décidant qu'il faut davantage de spécialistes des technologies de l'information, d'ingénieurs du pétrole, de comptables, d'enseignants généralistes ou d'infirmières, par exemple). Toutefois, il ne s'agit pas non

<sup>2</sup> Eugenio Tironi : *El sueño chileno. Comunidad, familia y nación en el bicentenario* (Santiago de Chile 2005 : Taurus). (Le rêve chilien. Communauté, famille et nation au cours des deux derniers siècles).

<sup>3</sup> Voir le projet de Recommandation sur la responsabilité publique pour l'enseignement supérieur et la recherche adopté par le CDESR en septembre 2006. Au moment de la rédaction du présent document, le projet de Recommandation était toujours devant le Comité des Ministres.

plus de laisser entendre le contraire, c'est-à-dire que nos sociétés n'auront pas besoin de compétences spécialisées dans une grande diversité de domaines.

Le rôle de l'enseignement supérieur est plutôt d'apporter à la fois des connaissances spécialisées et des connaissances générales, ou, pour employer des termes plus techniques, des compétences spécifiques à une matière et des compétences génériques. Il s'agit là de l'une des caractéristiques essentielles du projet TUNING<sup>4</sup>, qui inclut notamment parmi les compétences génériques :

- la capacité d'analyse et de synthèse ;
- la capacité d'organisation et de planification ;
- la communication orale et écrite dans la langue maternelle ;
- la connaissance d'une deuxième langue ;
- les compétences informatiques ;
- les compétences en matière de traitement de l'information (capacité à collecter et à analyser des informations provenant de sources différentes) ;
- la résolution de problèmes ;
- la prise de décisions ;
- l'esprit critique et autocritique ;
- le travail en équipe ;
- les capacités relationnelles ;
- la capacité à travailler au sein d'une équipe interdisciplinaire ;
- la capacité à communiquer avec des experts d'autres domaines ;
- la reconnaissance de la valeur de la diversité et de la multiculturalité ;
- l'engagement éthique.

Cette liste ne prétend pas être exhaustive ; elle donne néanmoins un aperçu de la diversité des compétences génériques. Il convient également de souligner qu'elle ne contient aucune indication quant au niveau exigé dans les diverses compétences génériques ; elle ne précise pas non plus le type ou le niveau de compétence requis pour les différents diplômes. De fait, l'on peut se demander s'il existe un lien entre le niveau de compétences génériques et le degré de qualification, et s'il faudrait définir les compétences génériques en fonction des profils de sorte que, par exemple, celles des ingénieurs différeraient de celles des enseignants.

---

<sup>4</sup> Le projet « TUNING – Convergence des structures éducatives en Europe » est coordonné par les universités de Deusto (Espagne) et de Groningen (Pays-Bas). Voir <http://www.relint.deusto.es/TuningProject/index.htm> ou <http://www.let.rug.nl/TuningProject/index.htm> (en anglais). Le rapport final de la première phase du projet est particulièrement pertinent pour les objectifs du présent document. Il est disponible, en anglais, à l'adresse suivante : [http://www.relint.deusto.es/TUNINGProject/documentos/Tuning\\_phase1/Tuning\\_phase1\\_full\\_document.pdf](http://www.relint.deusto.es/TUNINGProject/documentos/Tuning_phase1/Tuning_phase1_full_document.pdf).

## **Organiser l'enseignement supérieur en fonction de nos besoins**

La troisième phase du projet devrait être consacrée à l'organisation de l'enseignement supérieur, afin d'adapter ce dernier aux besoins définis dans les deux premières phases. Le terme « organisation » s'entend ici au sens large car il désigne toutes les mesures qui permettront aux systèmes et institutions de l'enseignement supérieur de faire face aux défis qui les attendent. Celles-ci pourront se traduire par des changements dans la méthodologie d'enseignement et d'apprentissage, par des dispositions et systèmes institutionnels, ainsi que par une meilleure utilisation des dispositifs existants, tels que les cadres de qualifications et les systèmes de crédits, qui offrent la possibilité de découvrir diverses voies d'apprentissage, y compris dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie. Ces mesures devraient s'appuyer sur les travaux entrepris par le CDESR pour définir la responsabilité publique en matière d'enseignement supérieur et de recherche ; il conviendrait également de les placer dans le contexte de l'autonomie des universités.

Dans cette phase du projet, il faudra penser à des recommandations d'action à tous les niveaux.

## **ORGANISATION DES TROIS PHASES DU PROJET**

Chacune des phases du projet s'articulera autour d'une grande conférence ouverte à tous les Etats parties à la Convention culturelle européenne, aux autres délégations et observateurs auprès du CDESR, ainsi qu'à toute partie intéressée, sur invitation. La première de ces conférences aura lieu les 20 et 21 novembre 2007 au siège du Conseil de l'Europe, à Strasbourg. Les deux autres devraient se tenir en 2008 et 2009 ; il pourrait être envisagé de les organiser un peu plus tôt dans l'année, tout en gardant à l'esprit que la conférence ministérielle 2009 du Processus de Bologne aura lieu à Louvain et à Louvain-la-Neuve les 28 et 29 avril. Il pourrait également être envisagé d'organiser une quatrième conférence, qui ferait office de conférence finale. Par ailleurs, l'un au moins de ces événements pourrait avoir lieu dans un Etat membre, sur invitation et avec le soutien financier de l'Etat membre en question.

Les conférences seront préparées par le Bureau du CDESR, qui supervise le projet et qui pourra s'adjoindre, s'il le désire, les services d'un ou de plusieurs experts pour la préparation d'une conférence donnée. Les conférences prévues en 2008 et 2009 pourraient s'appuyer sur une étude de référence qui serait commandée à un expert, et consister en un ensemble de présentations en plénière et de discussions de groupe et, éventuellement, en un débat organisé autour d'une table ronde. Outre l'étude de référence, il pourrait être demandé aux intervenants de rédiger un article reprenant les points essentiels de leur présentation. Chaque conférence donnerait lieu à une publication dans la série *Enseignement supérieur* du Conseil de l'Europe. Toutefois, il revient au Bureau de décider s'il est encore temps de commander une étude de référence pour la conférence de lancement.

Le programme de la conférence de lancement figure en annexe au présent document.



## ANNEXE

**LES NOUVEAUX DÉFIS QUI SE POSENT À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
EN EUROPE – GÉRER LES COMPLEXITÉS D'UNE SOCIÉTÉ MONDIALISÉE**

**CONFÉRENCE DE LANCEMENT DU PROJET DU CDESR INTITULÉ  
« L'UNIVERSITÉ ENTRE HUMANISME ET MARCHÉ : VERS UNE  
REDÉFINITION DE SES VALEURS ET FONCTIONS POUR LE XXI<sup>E</sup> SIÈCLE »**

Siège du Conseil de l'Europe, Strasbourg

**Projet de programme**

**20 – 21 novembre 2007**

**Mardi 20 novembre**

8h30 Enregistrement des participants

9h00 Ouverture de la conférence

Secrétaire Général du Conseil de l'Europe (ou son représentant)

Président du CDESR

9h30 L'enseignement supérieur européen peut-il relever les défis mondiaux ?

*Professeur Sir Peter Scott, Vice-Chancellor, Université de Kingston*

10h30 Pause café

11h00 Réinventer l'enseignement supérieur en Europe à la lumière des évolutions technologiques

*Professeur Mario Calderini, Politecnico di Torino*

12h20 Introduction aux séances parallèles

12h30 Déjeuner

14h00 Séances parallèles (organisées sous forme de débats avec un panel d'intervenants concernés)

- Comment promouvoir la durabilité sociétale au moyen de l'enseignement supérieur ?
- Dialogue interculturel et cohésion sociale : l'enseignement supérieur face à la diversité culturelle
- L'enseignement supérieur face au progrès scientifique et aux menaces qui pèsent sur l'environnement

16h00 Pause café

16h30 Définir une vision de l'enseignement supérieur pour un pays en transition

*Dr Genc Pollo, Ministre de l'Education de l'Albanie*

17h30 FIN

## **21 novembre**

9h00 Les nouveaux défis qui se posent à l'enseignement supérieur en Europe – Gérer les complexités d'une société mondialisée

Table ronde

10h30 Pause café

11h00 Promouvoir les valeurs universelles dans le contexte des changements sociétaux

*Dr Caryn McTighe Musil, Association des Colleges et Universités d'Amérique*

12h00 Conclusions et recommandations – Rapporteur général, séance plénière

12h30 Clôture de la conférence